

DOCUMENT

Pierre Bourdieu (*intervention retranscrite par Remi Lenoir*)

Crise de l'Etat ou crise des agents de l'Etat ?

Regards Sociologiques, n°47-48, 2015.

Je reporte ici l'essentiel des notes que j'ai prises lors d'une intervention de Bourdieu, accidentellement non enregistrée, à un colloque tenu en octobre 2001 sur « les nouvelles formes de gestion publique de la déviance en Europe »¹ et dans laquelle il esquissait à partir d'une problématique imposée par l'intitulé de la réunion, les grandes lignes d'une analyse sociologique des transformations de l'Etat en France, soit une dizaine d'années après avoir mené ses travaux sur l'Etat, sa genèse, ses structures, ses fonctions².

Dans cette intervention Bourdieu n'interprétait pas les transformations de l'Etat comme une crise du système administratif ou de l'autorité publique, mais comme un désajustement entre l'habitus des agents qui occupent les postes et l'habitus des publics, des clientèles qui ont à faire avec ces derniers. Car, selon lui, l'Etat ne pouvait être analysé seulement comme un ensemble de mécanismes, de procédures, un ensemble organisé de postes, l'Etat étant tout autant des agents qui l'incarnent à un moment déterminé. Il faisait, à ce propos, référence aux travaux de Michel Crozier qui avait eu au moins le mérite, répétait-il, de faire des enquêtes empiriques sur ce point, mais qui, regrettait-il, imputait aux postes (en l'occurrence, d'employés administratifs) des propriétés que les occupants importaient dans l'exercice de leurs fonctions, soit, au début des années soixante, celles de « petits bourgeois ».

Il y a, en effet, selon Bourdieu, des caractéristiques qui sont habituellement attribuées aux bureaucrates et qui sont propres aux habitus de ceux qui en occupent les postes. Bourdieu prenait comme exemple l'instituteur à l'ancienne, homme raide, autoritaire, discipliné, homme de devoir et qui donnait des devoirs à faire. Il était ajusté à son poste et il faisait ce que le poste lui demandait de faire sans qu'il soit nécessaire de le lui demander. Il faisait ce que les élèves et les parents attendaient de lui.

Cet ajustement (relatif) s'est peu à peu déréglé, à la suite des transformations des structures économiques et sociales. Le mécanisme s'est enrayé, notamment du côté des usagers, de sorte que s'est posée la question de la définition des postes et de ce qui leur est associé, mais aussi de celle du fondement de cette définition, un certain type d'Etat. Bourdieu prenait à ce propos l'exemple du travail social qui trouve son origine dans les instances religieuses et qui reposait essentiellement sur le bénévolat et s'exerçait dans des domaines où l'Etat était jusqu'alors absent. Ensuite, l'Etat Providence a récupéré ces fonctions. Aussi, à ce propos mais aussi plus généralement ne saurait-on parler à proprement parler de « crise de l'Etat » : il s'agit plutôt d'une nouvelle forme de gestion des populations

¹- Il s'agissait d'un colloque qui concluait une enquête avec plusieurs partenaires de l'Union européenne, financée par la Commission. Ce colloque s'intitulait précisément : « Un dilemme européen : Europe sociale versus Europe pénale », Université Libre de Bruxelles, 26 octobre 2001.

²- Ces notes ont été prises alors qu'un enregistrement devait avoir lieu ; elles ne visaient qu'à me permettre de me remémorer l'essentiel du propos. Elles en sont donc ni précises, ni fidèles dans le détail et le développement qui suit ne serait être autre chose qu'un témoignage

qui se distingue de la vision normative caractéristique du mode de gestion juridico-bureaucratique, typique des Etats-Providences, jusqu'aux années 1960-1970.

Selon Bourdieu, la transformation des structures économiques et leurs effets sur les formes d'emploi et les modes de protection sociale sont, dans le dernier quart du XX^{ème} siècle, au principe de l'invention de nouveaux postes qui correspondent à une nouvelle réalité sociale. Comment s'opèrent ces transformations ? S'agit-il d'une « disparition » de l'Etat ? Et, en ce cas, doit-on laisser l'état se « dissoudre » ? Certains ont si bien compris ce processus, affirmait-il, qu'ils transforment en choix politique, cynique, un processus qui, est, pour une bonne part, mécanique.

Sur ce processus de restructuration de l'Etat, Bourdieu faisait quatre remarques :

restructuration de l'État

Les états ne se dissolvent pas, ils se restructurent. Le thème du déclin de l'état a d'abord concerné le haut de l'état dans les années 60-70. A la fin du XX^{ème} siècle, il concerne aussi le bas. Ce qui est en question, c'est l'invention et l'apparition de nouveaux types de postes dans lesquels les agents doivent « payer de leur personne », c'est-à-dire des agents qui ont un autre habitus que celui du fonctionnaire bureaucrate correspondant à l'état antérieur des structures et des fonctions de l'Etat. De cette restructuration de l'état, Bourdieu voyait un indice, dans le recrutement d'agents, par le biais des systèmes d'enrôlements « latéraux », sur des postes sans statut. Cela a pour effet, précisait-il, de faire venir de nouvelles recrues avec de nouvelles propriétés et qui ont aussi un statut inférieur. A ces nouveaux types d'agents est confié le « sale boulot », celui que personne, à un niveau donné, ne veut faire.

Le « sale boulot » est, selon Bourdieu, au principe de nombre de changements : les agents ne peuvent accepter de le faire que s'ils sont proches de leurs clientèles (eux-mêmes en situation précaire, souvent déclassés...) et, en même temps et surtout, ils sont bon marché. Les nouveaux modes de recrutement ont des effets sociaux adaptatifs, ne serait-ce que parce qu'ils intègrent des agents proches des clients. Ces agents eux-mêmes le savent: s'ils sont bons, c'est parce qu'ils comprennent bien les nouvelles situations, ne serait-ce que parce qu'ils y participent eux-mêmes et qu'ils y trouvent leur compte. Par exemple les enfants d'immigrés qui s'occupent des jeunes ont conscience d'encadrer leur « communauté », et, du même coup, ils ont une vision positive de leur rôle, jusqu'au jour où les bases sociales de leur « communauté » tendent à s'effondrer.

Donc, plutôt que de parler de « déclin de l'Etat », Bourdieu préférait dire qu'il s'agissait d'un nouveau type d'Etat. Mais, en toute rigueur, ce nouveau type d'Etat ne serait possible qu'aux conditions suivantes : ces nouveaux agents, il faut les former, les encadrer, les payer, les assumer, n'en avoir pas honte. Cela fait partie des tâches de l'Etat de se transformer pour récupérer les populations qui ont de nouvelles propriétés. Et ceci à tous les niveaux. En effet, selon Bourdieu, cela prouverait que l'état est un ensemble de corps qui réfléchissent, qui travaillent sur eux-mêmes et qui se transforment en s'adaptant aux nouvelles conditions économiques et sociales de leurs missions. Ce n'est pas un hasard, ajoutait-il, si, notamment au plus haut de la hiérarchie sociale, les scandales se sont multipliés : ces changements sont les produits et les enjeux de luttes fratricides au sein des catégories dominantes.

Même s'ils prennent des formes différentes, on observe à tous les niveaux des conflits qui eux aussi sont interprétés généralement en termes de crises, mais qui, comme cela a toujours été le cas, attestent des transformations dont les structures étatiques sont l'objet, et qui résultent des rivalités entre agents aux propriétés sociales, culturelles et bureaucratiques qu'on ne saurait imputer aux seules différences de générations, mais aussi aux bouleversements qui ont affecté les positions étatiques dans l'ensemble de la structure sociale.

le néolibéralisme : un nouveau mode de domination

La crise de l'État est souvent liée à la redéfinition des fonctions de l'État. En fait, la crise, c'est la précarisation, c'est-à-dire de nouveaux types de postes, de nouvelles structures de postes, de nouveaux habitus et de nouvelles populations à prendre en charge. C'est une restructuration des modes de régulation sociale par l'économie. Ceci entraîne une destruction de certains modes de régulation assurés par l'État, tout ce qu'on appelle le « service public ». En d'autres termes, ce qu'on appelle la crise de l'état c'est l'invention collective d'un nouveau mode de domination.

Celle-ci opère à travers des processus qui ne sont pas concertés, qui se développent à des niveaux très différents et qui prennent souvent la forme de conduites à double sens. On le voit, par exemple, dans la rencontre entre l'absence de statut des agents qui font un sale boulot, intermittent, précaire, bon marché, et le travail qu'ils doivent faire auprès de gens qui, eux-mêmes, sont sans boulot, précaires, également intermittents et faisant aussi un sale boulot. Au lieu d'étudier ce processus de manière réactionnaire, remarquait Bourdieu (« l'école s'effondre », « le travail social est inefficace », « la police ne fait pas son travail »), il faut analyser les causes de ces changements provoqués par ces bouleversements structureaux. Car du point de vue où se plaçait Bourdieu, il y a un effet modernisateur de la « crise » au sens où elle vient d'être définie : la crise casse et produit des effets qui, bien qu'ils ne soient pas « voulus » par la politique « néo-libérale », sont conformes aux attentes néo-libérales. Est-ce que quand on dit « il faut sauver l'État », cela a un sens ? L'alternative n'est plus là et, sans doute, ne l'a jamais été. La question est désormais la suivante : est-ce que ce qui se passe et qui est déterminé par la crise pourrait être autrement ?

Une des difficultés à penser les changements des structures et des fonctions des états tient, observait-il, à la vision néo-libérale de ces processus et qui se résume au fait que l'état doit faire un *aggiornamento* par le haut et par le bas. On peut résumer l'argumentation de la manière suivante. Il y a une situation qui est ce qu'elle est, elle n'a pas été créée par les États. Les effets transformateurs de la crise sont des effets quasi automatiques. C'est comme la précarité. Mais elle rend possible beaucoup de choses (du fait de la peur de perdre son travail, de la représentation que le travail n'est pas tout...). De cette situation découlent de multiples mécanismes sociaux (les municipalités qui veulent garder leur clientèle, placer leurs protégés...). Cela provoque une sorte d'*aggiornamento* qui va dans le sens de ce que théorise et préconise le néo-libéralisme, mais qui n'a pas le néo-libéralisme pour principe même si cet *aggiornamento* fait le lit du néolibéralisme.

« la seule contrainte, c'est que ça n'explose pas »

Le néo-libéralisme n'est pas une idéologie, c'est une réalité. Et quand on dit qu'il détruit l'État, soulignait Bourdieu, il s'agit seulement d'un certain état de l'État, qui est lui-même une espèce d'invention collective qu'on peut dater historiquement. Et d'ajouter : on a l'impression d'assister à un phénomène auto-régulé, comme si la crise inventait d'elle-même de nouveaux modes de domination, de nouveaux modes de gestion, et ceci d'une manière très complexe et relativement uniforme. Bref, c'est comme si cette crise inventait sa propre régulation, par tâtonnement, au jour le jour, presque sans savoir. La seule contrainte, c'est que cela n'explose pas. Il y a une sorte de « gaspillage » de travail social qui ne sert sans doute à rien mais qui sert au moins à ça : éviter les explosions sociales. évidemment, l'idéologie néo-libérale « hard » dénonce ce gaspillage alors qu'en fait ce dernier est conforme à l'intérêt de ceux à qui profitent les formes néo-libérales de l'économie.

C'est un raisonnement classique. Il y a trente ans on disait : « les fils d'ouvriers vont être virés de l'école en terminale, alors virons-les dès la 6^{ème} ». Ceux qui tenaient un tel discours ne voyaient pas qu'il y avait un profit à les garder -au moins certains- jusqu'au bac. Il y a une espèce

de gestion par le « gaspillage » (ce sont les municipalités, les associations, les corporations qui font leurs petites affaires...). Mais, finalement, à un coût pas si élevé, parce que la « main gauche » ne coûte pas aussi cher que la « main droite », ce qui permet de gérer au moindre coût des situations qui sans cela seraient explosives et très coûteuses socialement et économiquement.

On se trouve ainsi confronté à l'invention d'un nouveau mode de domination qui reste encore de type étatique, ne serait-ce qu'à cause des phénomènes d'hystéresis, de retard dans les perceptions des agents. Ces derniers croient qu'il s'agit encore de l'Etat (« l'état fait ci », « l'état ne fait pas ça »). Les institutions sont formellement maintenues mais les méthodes de gestion et les recrutements sont différents. Cette identité nominale cache pourtant des changements très réels. C'est important d'en avoir conscience pour comprendre l'incompréhension générale : on parle toujours de l'instituteur alors que c'est déjà une assistante sociale, on dit un collègue et, en fait, c'est une garderie, on dit une université alors que c'est une école professionnelle. En outre, les conséquences des transformations actuelles ne seront perceptibles que dans longtemps à cause des mécanismes de ce type qui contribuent à cet effet de retard: les infirmières dévouées font oublier la crise hospitalière, les syndicalistes perpétuent les illusions...

Tous ces processus sont très complexes parce que très ambivalents. Ils aboutissent à une sorte d'*aggiornamento* général du mode de traitement de la misère, de la gestion de la pauvreté, de l'encadrement de la pauvreté. Notamment, les titulaires coûtant trop cher, on prend des auxiliaires, des surnuméraires. Ils sont moins diplômés, ils sont moins exigeants, ils sont d'une origine sociale plus basse, ce sont plus souvent des femmes... Dans le secteur social, ils ont donc des habitus plus ajustés aux nouvelles clientèles. Les enquêtes ont permis d'établir de nombreux mécanismes de ce type. Et, ensuite, les non-titulaires doivent être défendus au nom du service public, ce qui engendre de nouvelles formes de conditions de travail, de conflits et de rapports au travail et, plus généralement, à la politique.

Certes, la logique de l'économie dérégulée produit des systèmes sociaux que souhaitent les gens qui défendent cette forme d'économie. La logique du sous-emploi, de la précarisation, pensait Bourdieu, devrait engendrer des contre-feux, ce qui pourrait transformer aussi cette logique. Mais, pour le moment, cette logique détraque les mécanismes et les formes de résistance traditionnelles mais elle n'obtient de l'état que les contre-feux qui permettent de faire temporiser et ce, en plus, à moindre frais. Vu des dominants, c'est perçu comme une sorte de programme et, en plus, très secondaire, voire auxiliaire, qu'ils n'ont pas besoin d'élaborer sérieusement. Car cette logique ne fait pas que détruire, elle conduit à transformer l'État en agent de gestion des effets les plus explosifs du néo-libéralisme.

Les « économistes » et leur « politique » cassent la cohésion sociale, ensuite, on se tourne vers les sociologues et on leur demande d'étudier la « déviance », la « délinquance », les « filles-mères », les « pauvres », les « Rmistes »... : ce sont des catégories qui sont le produit direct de la bureaucratie qui doit gérer les effets de ces nouvelles formes d'actions économiques qui sont autant de modes plus durcis de gestion des rapports sociaux dans le champ économique, le ressort de ce dernier étant lui-même défini selon les rapports de forces entre les groupes sociaux. Les relations sociales sont aujourd'hui d'une violence extrême et menacent l'ordre social.

Cette menace pèse sur tous les groupes sociaux voire même sur tous les individus (à différents titres, parents, salariés, agriculteurs, petits commerçants). Mais cette généralisation de la menace aboutit à une sorte de calme. Le thème politique de « l'insécurité » pourrait trouver son fondement dans cette sorte d'insécurité sociale généralisée. Cependant, cela n'a pas été fait pour, cela n'a pas été étudié pour. Il y a une sorte d'harmonie préétablie. C'est d'autant plus surprenant, car tout fait croire **l'inverse (la misère, la précarité, la dévalorisation, l'accroissement des inégalités)**

le rôle du sociologue

Dans ces conditions, le sociologue doit se poser la question suivante : « Quelle est la fonction de l'analyse sociologique ? Accompagne-t-elle les processus, ne fait-elle que les décrire ? » D'une certaine manière, toutes les apparences donnent raison aux thèses néo-libérales : le néo-libéralisme a l'économie et ses effets structurants pour lui au point où l'on peut avoir l'impression qu'il y a une espèce de malin génie (néo-libéral) qui fait qu'en cassant les structures du marché du travail, qu'en créant une masse de sous-emplois et qu'en provoquant toutes les formes d'exclusions qu'on connaît, s'est déclenché un processus qui produit ce que la « volonté » néo-libérale souhaite produire. Pourtant, en-dehors des professionnels des idéologies, les acteurs sociaux n'ont ni conscience ni l'intention de détruire l'État, les missions de service public et l'intérêt général qui lui sont liés, et c'est pourtant ce qui se passe. Et pour ceux qui le veulent, ils ne croient pas si bien dire...

Y-a-t-il mieux à dire ? Il ne s'agit pas pour les sociologues de défendre l'État, mais de faire prendre conscience aux gens de ce qui se passe vraiment. Le problème qui est posé concrètement aux spécialistes en sciences sociales est de décrire sociologiquement ces transformations sans se sentir complices de ces processus en pensant que les décrire contribue à les faire advenir.

Comment rendre compte de ce qui se passe sans l'assumer, sans donner sa caution ? C'est ce à quoi Bourdieu a tenté de répondre tout au long de ses travaux sur l'État, notamment en montrant comment s'est constituée cette « extraordinaire invention historique, [cet] acquis de l'humanité au même titre que l'art ou la science »¹ et sa fragilité, reprenant à ce propos la métaphore canonique de « la main gauche » et de « la main droite » mais aussi, s'engageant dans une polémique qui ne l'aura pas épargné, en dénonçant le rôle des « nouveaux intellectuels » dont le « travail collectif » n'a pas été sans contribuer à « créer un climat favorable au retrait de l'État et, plus largement, à la soumission aux valeurs de l'économie »² dont on n'a pas fini, aujourd'hui, de voir les résultats.

¹- Entretien avec Sylvaine Pasquier, « Notre Etat de misère », *L'Express*, 18 mars 1993, rééd. In P. Bourdieu, *Interventions*, Agone, Marseille, 2002, pp. 245-252.

²- P. Bourdieu, « La main gauche et la main droite de l'État », entretien avec Roger-Paul Droit et Thomas Ferenczi, *Le Monde*, 14 janvier 1992, rééd in P. Bourdieu, *Contrefeux*, Paris, Raisons d'agir, 1998, p.